

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Au cours de la journée qui a réuni des familles au château de La Barge, le 28 avril dernier, les participants ont pu entendre une conférence de M. Henri Hude, agrégé et docteur en philosophie, ancien élève de l'École normale supérieure, qui a enseigné à l'Institut Jean-Paul II (Rome) et a dirigé le Collège Stanislas (Paris) de 1997 à 2001. Il a aussi fondé le centre « Éthique et environnement juridique » aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan et la Société internationale d'éthique militaire en Europe (EURO-ISME).

Il vient de publier chez Mame « *Ce monde qui nous rend fous* », réflexion philosophique sur la santé mentale.

Cette conférence est la première d'un cycle intitulé « *Les gilets jaunes et après ? Redonner de l'espoir à une société en souffrance* », qui se poursuivra sur deux ans.

Le site Neuffont.fr accueillera volontiers vos remarques sur cet intéressant exposé, dont la richesse et l'originalité ne manqueront pas d'ouvrir un débat.

Voici l'intégralité de la conférence, suivie des réponses de Henri Hude aux questions qui lui ont été posées.

## Réconciliation et responsabilité

### I Introduction

La révolte des « gilets jaunes » apparaîtra peut-être un jour comme l'annonciatrice de quelque grande révolution ou réformation, politique, économique et culturelle. Tout au long de son analyse, qui tiendra compte de l'expérience du « grand débat national », nous rappellerons des éléments de doctrine sociale de l'Église, nécessaires à une solution raisonnable pour l'avenir. mon exposé se jouera donc sur deux claviers.

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Dans l'introduction et les deux premières parties, nous essaierons de comprendre présent et passé ; dans la troisième et dernière, ainsi que dans la conclusion, nous tenterons de nous projeter.

Notre méthode : éviter la superficialité, l'instantanéité, le sensationnel. Nous devons prendre du recul, de la hauteur, de la profondeur. Ne critiquons pas les médias. Ce sont aussi des entreprises sous pression, qui luttent pour survivre. Le public a peut-être ce qu'il demande... Nous ferons le « détour par l'essentiel ». Mais nous ferons toujours retour au concret.

La profondeur, c'est la culture. Quand il s'agit d'expliquer, la causalité culturelle est très souvent la plus éclairante. L'histoire économique et politique, technique ou démographique, tout en ayant son autonomie et ses dynamiques propres, se déploie sous le contrôle de l'histoire culturelle. En effet, les situations ne sont pas de simples faits matériels, mais des sommes de décisions. Et ce sont les principes communs qui permettent à ces décisions de s'intégrer en ensembles cohérents qui poussent dans un sens déterminé.

### *L'humanisme*

À partir de la profondeur culturelle, nous pouvons prendre du recul historique. Le fond de notre culture, c'est l'humanisme. Notre histoire est celle de son développement, de ses problèmes, des frictions entre ses diverses formes et strates : antique, moderne, postmoderne et chrétienne.

Pour résumer très brièvement, l'humanisme antique, appelé classique, est issu de la liberté politique des cités grecques et de la découverte des sciences, surtout de la géométrie. Il se résume dans la formule d'Aristote : « L'homme est l'animal dans lequel il y a le plus de divin. » La réflexion sur les sciences révèle à l'homme qu'il a une âme faite pour contempler les vérités éternelles.

L'humanisme chrétien est l'humanisme intégral. Ce n'est pas l'homme qui est humaniste, c'est Dieu. Dieu est humaniste. Il se fait homme, pour que l'homme soit fait Dieu. Plus humaniste que Dieu, tu meurs !

L'humanisme des Lumières est à la fois un humanisme néo-classique et une sécularisation du christianisme. Il veut en somme conserver et même développer

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

l'humanisme chrétien (dignité de l'homme, morale sérieuse, liberté, etc.) sans garder le Christ lui-même et le surnaturel.

L'humanisme postmoderne voudrait conserver les Lumières, mais en laissant tomber la morale rationaliste du devoir, la raison forte, la politique idéologique. Nous sommes dans l'époque « postmoderne ».

Quelles sont les fondations de l'humanisme moderne et postmoderne ?

Trois équations simples peuvent l'expliquer.

**Questionnement humain + méfiance = « doute »**

**Libre-arbitre + « doute » = « liberté » d'autonomie radicale**

**Projet politique + « liberté » d'autonomie radicale = « idéologies »**

Questionnement, libre-arbitre et projet politique sont des données essentielles de l'humain. Par contre, la méfiance est le pessimisme atavique, la croyance que la vie est mauvaise, que tout est peut-être illusion, que Dieu est sans doute méchant, etc. Si nous la laissons dominer sur la confiance méthodique et sur l'amitié sociale (la *philia*), sur l'amour aussi, alors nous obtenons le trio « doute », « liberté » d'autonomie radicale et « idéologies ». Ce trio peut avoir valeur de réaction à une certaine passivité ou timidité, mais à la fin enferme l'homme et la société dans une logique dont les impossibilités se manifestent désormais de plus en plus clairement.

### *Que faire pour renouveler l'humanisme ?*

Il nous faut réimplanter le questionnement dans un terreau de confiance méthodique, pour instaurer un nouveau questionnement humaniste.

Il nous faut greffer le libre-arbitre sur ce questionnement.

Il nous faut un nouvel humanisme politique exprimant une liberté de confiance.

Définissons et détaillons les idéologies politiques.

La culture de liberté d'autonomie radicale a donné naissance aux idéologies politiques, qui sont toutes des projets de sociétés structurés par cette culture, visant à édifier un monde où chaque personne peut vivre l'autonomie radicale.

Ces idéologies sont principalement au nombre de deux (avec des variantes), largement contradictoires et incompatibles entre elles. En effet, la liberté d'autonomie radicale *individuelle* et la liberté d'autonomie *collective* radicale sont deux dimensions

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

irréductibles de l'humain, et forcément toutes deux inévitablement absolutisées, selon cette logique radicale ; il n'y a pas moyen de les accorder, sinon par des compromis instables, car jugés très illogiques.

De là l'opposition entre le libéralisme, compris comme idéologie au sens précis qui vient d'être indiqué (idéologie relativement plus unifiée) et les idéologies jacobinistes : politique, à la française (bien connu de nous) ou à l'allemande (pré-fascisme) et économique (socialisme, communisme). Ces jacobinismes sont aussi opposés entre eux.

Une remarque est ici nécessaire. Le langage courant confond assez souvent « libéralisme » et « économie de marché », dans l'expression « libéralisme économique ». Le choix des mots est libre, mais à condition de leur donner un sens précis. Dans cet exposé, « libéralisme » désigne exclusivement une idéologie qui veut réaliser dans tout domaine la liberté individuelle d'autonomie radicale. Cette idéologie a tendance à durcir et à rendre immorale l'économie de marché, qui est la simple expression (hors situation de grande insécurité) du libre-arbitre humain dans l'ordre du travail et des échanges. Le terme « libéralisme économique » désignerait donc pour moi, logiquement, cette déformation, mais cela irait trop contre l'usage, et c'est pourquoi je n'emploie pas ce terme trop ambigu, puisqu'il désigne aussi bien l'économie de marché que sa déformation par un individualisme amoral. Le socialisme a tendance à détruire cette expression du libre-arbitre, au nom d'une liberté collective tout aussi radicale.

*Définition du « néolibéralisme »*

Le mot « libéralisme » désigne l'idéologie libérale de l'époque de l'humanisme appelé plus haut *moderne*. « Néolibéralisme » désigne la forme *postmoderne* de l'idéologie libérale. Cette forme se caractérise par une attitude d'exclusion relativement aux trois autres manifestations de l'humanisme, par un relativisme devenu dogmatique, par une insistance extrême sur la liberté individuelle en réaction à la normativité morale, tout en instituant une normativité très autoritaire, appelée souvent « politiquement correct ».

### *La position chrétienne*

L'Église enseigne que la liberté et l'autonomie ne trouvent vraiment leur sens que dans et par la vérité de l'amour. L'amour vrai est appelé authentique. C'est cet amour, pas l'autonomie, qui doit être la clé de voûte de toute communauté humaniste, si son humanisme se veut intégral. L'amour authentique lève seul les contradictions inhérentes aux exigences contradictoires de la liberté radicalisée, conçue comme un premier principe. C'est pourquoi il peut seul pacifier le monde moderne.

Jésus a enseigné par sa parole, et surtout par son exemple, ce qu'est l'amour authentique et donc la véritable liberté. En donnant la vie surnaturelle, il permet l'autonomie intégrale. L'épanouissement social de cette vie tend vers l'infini de la civilisation de l'amour, mais c'est aussi sous cet horizon que peut être préservée une civilisation de liberté. C'est pourquoi *Libertas prestantissimum*, de Léon XIII, est une encyclique des plus importantes.

La compréhension de la culture permet d'accéder au recul historique nécessaire. Les dirigeants, depuis fort longtemps, n'ont guère écouté l'Église. Rappelons de notre histoire ce qui est indispensable à l'analyse des « gilets jaunes ».

### *Évolution du libéralisme*

Les oppositions entre idéologies donnent son rythme à l'histoire occidentale et mondiale. Nous pouvons distinguer quatre grandes époques, correspondant aux flux et reflux du libéralisme. Nous entrons juste dans la quatrième.

#### **Le libéralisme triomphant, jusqu'en 1914.**

#### **L'avance irrésistible du socialisme (ou du fascisme) de 1917 à 1974.**

#### **La victorieuse réaction néolibérale : à partir de 1974 (Thatcher) ou 1980 (Reagan).**

#### **La culmination du néolibéralisme. L'avenir est ouvert sur plusieurs possibles.**

Il faut garder présente à l'esprit la définition précise du terme « néolibéral » pour comprendre avec précision tout ce qui suit.

Commençons par analyser les causes et les moyens de la victoire néolibérale, à laquelle s'opposent les gilets jaunes. Ces causes sont involontaires ou volontaires.

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

La principale cause involontaire, c'est la non-linéarité de l'histoire. Le socialisme semblait progresser irrésistiblement, mais le projet de domination technique de la nature et l'efficacité du capitalisme ont permis l'embourgeoisement du monde occidental, y rendant le communisme moins attractif.

1968 fut la date charnière, marquant l'affirmation sociale d'une révolution culturelle : le « soupçon » nietzschéen ou freudien remplaça le « doute » cartésien ou kantien, et la modernité se vit remplacée par la postmodernité, dont la logique tend plus à l'individualisme libéral qu'au jacobinisme. De là spontanément un reflux du jacobinisme communiste et un nouveau flux de libéralisme.

Pourtant, cela ne se fit pas tout seul.

Parlons des causes volontaires.

Pour empêcher la victoire du socialisme, une grande politique néolibérale avait été conçue, menée par l'élite libérale anglo-saxonne. Cette politique fut victorieuse.

Cette politique a toutefois atteint sa limite. Elle se heurte à une opposition croissante. Les gilets jaunes se comprennent dans le courant de cette opposition. Ils ne sont qu'un élément de cette opposition, désormais mondiale. Voyons maintenant plus en détail ces causes volontaires de la victoire néolibérale. Il s'agit d'une politique à deux volets : 1° un volet économique-institutionnel (I) ; 2° un volet culturel (II).

## **II Politique néolibérale : 1<sup>ER</sup> volet économique-institutionnel Versus programme des « Gilets Jaunes »**

Il fallait éviter que la démocratie nationale ne conduisît au socialisme en Occident, le sous-développement au communisme dans le Tiers-Monde ; et les deux ensemble à la victoire de l'URSS.

La puissance militaire américaine contint donc la pression soviétique.

Le glissement du Tiers-Monde vers le communisme fut bloqué par un investissement massif qui fit émerger de nouveaux pays et vit des milliards de gens sortir de la pauvreté.

En Occident, le glissement des social-démocraties nationales vers le socialisme fut aussi stoppé. Mais la volonté politique néolibérale avait mis pour cela en application

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

une politique économique-institutionnelle très dure et une politique culturelle fort discutable.

En somme, voici (moyens militaires mis à part) quels étaient les deux principes de cette politique :

- principe 1 : limiter en Occident la démocratie et le rôle des états-nations.
- principe 2 : faire sortir du sous-développement le tiers-monde.

Ces principes se déclinent en un ensemble cohérent de mesures sectorielles :

- internationalisation croissante de l'économie, puissance accrue des sociétés transnationales ;
- mainmise de la finance sur l'économie (non sans opacification des instruments financiers et des vrais preneurs de risque) ;
- enrichissement croissant des pays, avec écarts de richesse grandissants ;
- interdiction des déficits budgétaires ; donc contrôle et sanction des dépenses excessives par les marchés financiers ;
- large réglementation par des institutions internationales ;
- traités internationaux incluant dans leurs clauses une politique néolibérale,
- extension du pouvoir judiciaire, en particulier des cours suprêmes, et des tribunaux internationaux, jugeant à partir d'une interprétation néolibérale et postmoderne des droits de l'homme (ce qui revient à frapper d'avance d'inconstitutionnalité toute législation qui ne serait pas néolibérale).

Ce premier volet de la politique néolibérale est imposé juridiquement en Europe par les traités européens, qui s'imposent aux États, et le sentiment d'une abolition de la démocratie nationale se nourrit de ce que les traités semblent avoir décidé de tout pour cent ans. Aucun changement d'avis ne peut ainsi prévaloir.

Tout ceci a équivalu en Occident à une réduction très forte des souverainetés nationales et des démocraties nationales, ainsi qu'à du chômage, à une relative précarisation du travail et à la stagnation des faibles rémunérations, à la panne de l'ascenseur social.

Cela conduisit aussi à l'impuissance du mouvement syndical, au virage néolibéral et socialement libertaire des partis socialistes. De là aussi une érosion, très variable selon les pays, des assurances sociales et des services publics (surtout dans les campagnes et la « diagonale du vide » dans les territoires).

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Bien que la France soit très loin d'être un pays libéral, il y avait déjà là de quoi y susciter une vive réaction politique (mais celle-ci resta longtemps réduite grâce à la promotion d'une culture néolibérale favorisant la vie privée et l'abstention – voir II).

Le sentiment général est cependant celui d'un accroissement des inégalités économiques ; d'abolition de la démocratie nationale ; de forte réduction des souverainetés nationales ; de perte d'identité et de perspective d'avenir. Sentiment aussi d'impuissance des moyens institutionnels traditionnels de la démocratie : élections libres, syndicats, partis populaires.

Cette situation générale, qui n'est pas exceptionnelle dans les pays occidentaux, permet de bien comprendre les revendications des gilets jaunes. Une classe moyenne en voie de prolétarisation n'a pas une mentalité de prolétaire.

Les gilets jaunes, mécontents, ne sont pas des « socialistes », au sens de collectivistes, mais des « radicaux », au sens qu'avait ce terme avant 1914. Il s'agit de défendre les « petits » contre les « gros », sans remettre en cause la propriété privée. Ce sentiment égalitaire est fort. Pourtant, il admet une certaine inégalité.

Pour mémoire, voici les demandes des gilets jaunes :

- rétablissement de l'ISF
- impôts : que les gros (McDonald's, Google, Amazon, Carrefour...) payent gros et que les petits (artisans, TPE PME) payent petit
- smic à 1.300 € net
- pas de retraite en dessous de 1.200 €
- salaire maximum fixé à 15.000 €

### *Brève réflexion sur la justice*

La justice comporte plusieurs dimensions (ce que la communauté politique doit à ses membres, ce que les membres doivent à leur communauté politique, ce que les membres se doivent mutuellement).

La justice ne se laisse donc pas enfermer dans un seul concept (égalité des biens, ou égalité des libertés, ou égalité des chances).

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Malheureusement, l'expérience montre que la mentalité idéologique est incapable d'équilibrer et d'articuler ces trois dimensions. Elle absolutise l'une ou l'autre et néglige les autres. Elle a toujours quelque chose d'unilatéral et d'extrémiste.

Seule la *philia*, l'amitié, remplit la fonction de liaison entre ces diverses dimensions, en particulier entre la liberté et l'égalité, qui ont autrement tendance à être en fonction inverse l'une de l'autre (loi de Tocqueville). La fraternité est aussi un bon concept, encore plus concret que l'amitié, s'il fait référence à l'unité de la famille humaine et à son Père commun. Elle ne sert pas à grand chose, si elle n'est qu'un sentiment de solidarité philosophique entre adeptes de la liberté d'autonomie radicale.

L'égalitarisme est un sentiment normal pour les jacobins, car l'égalité radicale et la participation individuelle à une liberté collective radicale sont les notions que le moins riche (s'il est idéologue) se fait de la liberté d'autonomie radicale. Mais, dans cette logique, l'autoritarisme est tout aussi normal, car une égalité radicale ne peut être imposée qu'au prix de l'écrasement de la liberté politique, qui peut sembler un moyen tolérable de parvenir à l'égalité.

Une critique de l'égalitarisme doit toutefois rester modérée. Il y a un juste sentiment d'égalité, qui n'est pas défini d'abord par l'arithmétique, ou par la même loi pour tous, mais par le « comme » du précepte biblique « Tu aimeras ton prochain comme toi-même. »

La justice est donc un mixte raisonnable d'égalité et d'inégalité. Pour ne pas le dire aussi crûment, on parle parfois d'« égalité proportionnelle » (Aristote, *Éthique à Nicomaque*, Livre V).

La doctrine sociale de l'Église propose plusieurs principes qui permettent un mixte rationnel d'égalité et d'inégalité dans lequel la tradition a reconnu la justice.

Le principe de subsidiarité (1<sup>er</sup> principe) prescrit que les décisions se prennent au plus près des situations, ce qui est conforme à la prudence et à la diffusion de la responsabilité. Il exclut donc la gestion collectiviste des biens. Il requiert aussi, logiquement, la diffusion de la propriété privée.

Cependant, le principe de destination universelle des biens (2<sup>ème</sup>. principe) oblige tout propriétaire privé à tenir compte du bien commun et à se considérer comme un

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

gérant, responsable d'un bien qui est à lui, mais qui doit d'une manière ou d'une autre profiter à tous.

Au niveau économique, l'inégalité saine correspond aux besoins de décentralisation rationnelle de l'investissement. Au niveau politique, elle permet la préservation de la liberté politique, par la constitution d'autorités sociales faisant contrepoids à la puissance publique.

Certains pensent que cette équité permet un dynamisme de croissance et de multiplication, une extension de la prospérité et une régression indéfinie de la pauvreté. Néanmoins, l'expérience montre que ce résidu est toujours important.

Intervient ici l'option préférentielle pour les pauvres (3<sup>ème</sup> principe). Même dans les pays où les choses marchent le mieux, il y a un grand nombre de choses qui ne marchent pas. Leur traitement ne requiert pas seulement prudence et justice, ou même solidarité, mais aussi amour miséricordieux et don gratuit.

Tout cela ne peut marcher que grâce à une éthique exigeante chez les riches. Le christianisme l'encourage, mais cela reste difficile sans hypocrisie, quand l'esprit chrétien manque de profondeur.

Le riche doit se rendre utile et non pas vivre en parasite : cela signifie travailler dur ; produire des services à bon rapport qualité/prix et créer des emplois solides et bien rémunérés ; ne pas susciter l'indignation par des salaires ou dividendes exagérés ; vivre sobrement, ne pas exciter la jalousie par des dépenses superflues, ou une existence tapageuse ; rester une classe au contact des autres et ouverte à la promotion des talents ; se soucier activement des problèmes des gens et les considérer, c'est-à-dire voir en eux des personnes.

### *Les conditions politiques de la justice*

Regardons les choses du point de vue des gilets jaunes.

La première condition est la primauté de l'institution nationale dans l'organisation internationale. Le gilet jaune radical est national, mais pas nationaliste. Il ne s'agit pas de puissance de la Nation, mais de solidarité et de liberté politique dans la Nation et surtout par la Nation. Il a besoin de sécurité de l'emploi, de solidarité. Il ne croit pas en la solidarité du vaste monde, car les jeunes générations ont oublié le communisme mondial et la globalisation favorise les « gros ».

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Le gilet jaune français veut qu'on produise français et qu'on achète français. Il est hostile aux délocalisations, à l'immigration incontrôlée, même s'il n'est pas xénophobe et reste républicain à l'ancienne mode. Il ne croit pas dans une solidarité planétaire, ni même européenne, Bruxelles étant pour lui néolibérale.

D'où plusieurs autres revendications :

- le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points
- pas de retraite en dessous de 1.200 euros
- protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois
- même système de Sécurité sociale pour tous (y compris artisans et auto entrepreneurs).
- fin du RSI

La seconde condition est la démocratie, une « démocratie directe ».

Les « petits » doivent reprendre le contrôle, et en l'absence de corps intermédiaires dévoués à leurs intérêts, ils ne se fient plus qu'à la démocratie directe ; d'où la revendication d'une démocratie référendaire, à la Suisse.

Nostalgique d'une économie de marché, mais de petits marchés et de petites unités (petit commerce, artisans, auto entrepreneurs, petites et très petites entreprises, etc.) dans un environnement à la fois vert et familial, type village, le gilet jaune typique se sent dépassé par le fonctionnement de tant de structures internationales et mondiales qui sortent de son horizon et semblent bien n'avoir aucun souci de lui. Il n'a pas non plus claire conscience de la révolution technologique en cours et du grand sérieux rationnel indispensable à sa gestion, si un pays veut éviter le déclassement.

Manifestement les revendications et préoccupations sont autres.

Par exemple :

- cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce
- davantage de parkings gratuits dans les centres villes

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Autre condition politique de la justice : le maintien du rôle de l'État. Le gilet jaune est hostile à la privatisation du patrimoine national (aéroports, autoroutes, etc.). Il veut cesser de payer les intérêts de la dette publique, mais il ne veut pas que l'État fasse faillite. Simplement qu'il rembourse la dette sans intérêt. Et il veut pourtant plus d'habitations à loyer modéré (HLM), financées avec les intérêts des bons du trésor achetés avec l'argent des livrets de caisse d'épargne...

Il veut aussi la conservation des services publics, l'arrêt de leur disparition (école, santé, transports) dans nombre de lieux reculés. Il refuse d'être davantage délaissé par les pouvoirs publics et marginalisé dans la société. En un mot :

- fin de la politique d'austérité fiscale
- interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrages, aéroports..)
- fin de la fermeture des petites lignes de chemin de fer, des bureaux de poste, des écoles et des maternités
- gaz et électricité redevenus publics ; baisse des prix

### *Le refus de la grande politique néolibérale*

Ce refus est net. Mais qu'est-ce qui peut la remplacer ? La majorité du peuple exige le respect d'un pacte social qui ne peut plus fonctionner, sans qu'un autre ait été proposé. On veut augmenter les dépenses et diminuer les impôts, tout en surtaxant ceux des membres de l'élite qui n'ont pas fiscalement émigré. On refuse le progrès, censé détruire l'emploi et endommager l'environnement.

On voit bien que cette révolte souhaite plus de gratuité, mais on voit clairement qu'elle n'a guère d'idée sur la façon dont marchent les choses... Ce programme des gilets jaunes combine ainsi des thèmes égalitaires, nationaux, et d'autres relevant d'une économie libre civilisée. Mais en l'absence de cerveaux puissants et instruits, c'est-à-dire de vrais leaders dans ce mouvement spontané, cet éclectisme ne peut mener qu'à un fiasco.

Toutefois, le refus du néolibéralisme semble irréversible et confronte la majorité des pays occidentaux, voire tous, à la résurgence, sous une forme nouvelle, des anciens problèmes que ce néolibéralisme avait vocation à résoudre, et des anciennes problématiques qu'il prétendait écarter : question sociale aigüe, misère, criminalité, socialisme/communisme, fascisme.

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Nous avons dit que la victoire néo-libérale était due en partie à des causes volontaires, consistant en une politique à deux volets. Nous venons de voir le premier, économique-institutionnel. Voyons le second, culturel.

### **III La politique néolibérale : 2<sup>ème</sup> volet culturel**

Les deux piliers de la politique culturelle néolibérale sont l'égalité relativiste et la liberté sexuelle.

En effet, cette politique consiste à neutraliser la passion de liberté politique par la liberté sexuelle, et la passion d'égalité économique et sociale grâce à l'égalité relativiste.

La passion d'égalité doit se détourner des objets économiques (revenus, patrimoine, capital). Donc on lui fournit des objets de substitution socio-culturels : égalité entre races, sexes, langues, orientations sexuelles, cultures, espèces, etc. (nombre de ces sujets ne sont d'ailleurs pas sans importance).

La passion de liberté doit se détourner de son objet politique. Donc on lui fournit un objet purement privé, le sexe.

C'est d'autant plus facile que la modernité a créé à cet égard un malaise névrotique dans la société, qu'on impute à tort en premier à la religion. C'est pourquoi toutes ces diversions, qui brisent le « front de classe », comme aurait dit Lénine, correspondaient assez bien à un besoin de déculpabilisation et de divertissement de la psyché collective de plus en plus névrosée, d'une manière nouvelle, et paradoxalement, à cause de la révolution sexuelle. La révolution sexuelle, aux effets malthusiens, permettait aussi une limitation volontaire du nombre des pauvres grâce à la contraception.

#### ***Le paradoxe 68***

Aux yeux des meneurs de la révolte de 1968, toute culture comportant répression sexuelle protégeait l'ordre capitaliste. Anticapitalisme et liberté sexuelle formaient un seul et même combat pour la liberté (Wilhelm Reich, Herbert Marcuse, etc.).

Dans les faits, la révolution sexuelle fit oublier aux libertaires la révolution socialiste.

1968 fut une révolution dans les mœurs. L'engagement dans la vie privée détourna de la militance disciplinée. La philosophie relativiste fournit aux mœurs nouvelles une

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

rationalisation plausible et détruit le lien avec le marxisme, qui se réfère à une raison dure, sûre d'avoir raison, affirmant l'idéologie comme vérité absolue, imposant une discipline de fer (Lénine).

Les néolibéraux, qu'ils fussent personnellement libertaires ou pas, comprirent qu'il y avait là une soupape permettant de relâcher la pression socialiste sur le monde libéral. Ils n'avaient pas créé le libertarisme, mais surent en tirer parti. Aujourd'hui, la culture libertaire constitue le meilleur moyen pour maintenir l'ordre néolibéral.

#### **IV ET APRÈS ?**

### **CULMINATION DE LA POLITIQUE NÉOLIBÉRALE ET INCERTITUDES SUR L'AVENIR**

Sur les deux axes que nous venons de définir, tant économique-institutionnel que culturel, la politique néolibérale atteint son point de culmination. La souffrance morale s'y manifeste sous deux aspects : sentiment d'injustice/impuissance et nouveau « malaise dans la civilisation ». Et l'opposition la plus forte se manifeste dans les nations anglo-saxonnes, qui avaient pourtant joué un rôle majeur dans la mise en place de cette politique.

#### *Culmination du premier volet*

Dans les pays depuis longtemps développés, le rapport de force capital/travail est déséquilibré de façon décisive au détriment du travail. La concurrence internationale sur les marchés du travail et des capitaux, ainsi que la mondialisation-délocalisation, imposent aux peuples de choisir entre l'augmentation du chômage et la précarisation du travail avec, au mieux, la stagnation des salaires populaires. Car il n'y a plus de perspective de croissance pour les peuples de ces pays dans de très nombreux secteurs. (De plus, l'Occident avait bénéficié pendant longtemps des bas prix de marchandises venant de pays en développement, telle la Chine. Mais le coût des importations chinoises se renchérit peu à peu et va faire baisser cet avantage.)

Les états ne peuvent aider indéfiniment, contraints qu'ils sont de comprimer la dépense publique. Ils doivent eux aussi choisir entre :

- ou bien la compression des dépenses sans investissements, c'est-à-dire la récession avec la tension sociale, peut-être la révolte, voire la révolution, ou sa répression,

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

- ou bien la fermeture des frontières commerciales, presque infaisable, et condamnant certainement à un recul dans tous les domaines.

Tout cela réduit le niveau de vie de beaucoup de gens plus pauvres, marginalise des portions entières du territoire national et tend à prolétarianiser environ un tiers de la population. Dans ces conditions, un sentiment d'inégalité et d'injustice apparait, qui peu à peu frôle la cote d'alerte. La pression populaire réclame en fait le retour aux temps de la prospérité social-démocrate, dans un âge où elle est devenue impossible, avec la mondialisation et la révolution technologique.

Elle réclame en outre un retour à la démocratie effective :

- démocratie directe ; référendums d'initiative populaire
- retour à un mandat de 7 ans pour le président de la République
- élection des députés deux ans après l'élection du président pour faire entendre la voix du peuple.

### *Culmination du second volet*

Le transfert de la passion égalitaire sur des objets de substitution « sociétaux » ne peut plus bien fonctionner

- 1° quand elle ne peut servir de distraction à l'inégalité et la pression économique trop fortes ;
- 2° quand la libération sexuelle devenant addiction, cesse de produire des effets personnellement et collectivement euphorisants, et accroît au contraire le sentiment de frustration et d'angoisse. De là nouvelle névrose : vague du *burn out*, sentiment de solitude et épidémie de dépression dans un contexte de pression croissante, due à des exigences de performance, et à l'appréhension devant des technologies nouvelles.

Ce qui montre bien cette seconde culmination, dans la révolte des gilets jaunes, c'est l'importante participation aux premières protestations de femmes, en particulier des mères célibataires. Et surtout l'absence des féministes. (En termes marxistes, le féminisme est un élément idéologique bourgeois visant à mystifier les dominés et à rompre le front de classe).

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Rappel ici d'une revendication significative :

Les mères célibataires : un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation jusqu'à 10 ans de l'enfant du système des aides PAJEMPLOI (une offre de service du réseau des Urssaf, destinée à simplifier les formalités administratives pour les parents employeurs qui font garder leur(s) enfants).

En somme, le mâle est le grand vainqueur de la révolution sexuelle, au prix toutefois d'une certaine castration symbolique. Deux facteurs qui augurent mal du bonheur des couples...

Ainsi donc, d'une part, la croissance de l'inégalité et du déclassement suscite une opposition forte et durable ; d'autre part, la diversion culturelle n'est plus aussi efficace que par le passé.

De plus, la révolution sexuelle explique peut-être en partie la stagnation économique et sociale.

- entraînant la décroissance démographique chez les « indigènes » marginalisés, elle dramatise leur perception du phénomène d'immigration<sup>1</sup>.
- fragilisant la famille, elle porte un coup à la fois à la solidarité et à l'éducation. Les enfants, insuffisamment soutenus, ne profitent pas des facilités scolaires offertes, et plus tard n'inspirent pas assez confiance aux employeurs. La crise de la famille et celle de l'emploi s'entretiennent mutuellement.

Ainsi s'explique le « dédagisme » des dernières années : le reflux de la politique néolibérale est un phénomène mondial : Brexit, Trump, Bolsonaro au Brésil, printemps arabe (qui rejaillit en Algérie par contagion), etc. En France, en 2017, renvoi des deux partis de gouvernement, montée des populismes opposés, élection de Macron « centriste », puis déception, et, fin 2018, révolte des gilets jaunes.

On peut se demander si ce reflux sera réel, ou seulement apparent. Cela dépendra de l'aptitude de l'establishment néolibéral à manipuler et récupérer les populismes.

En tout cas, ce flux populiste et le reflux de la politique néolibérale ont replacé les pays occidentaux devant les problèmes classiques

- 1° d'une nouvelle question sociale liée à l'application d'une logique libérale
- 2° de la montée des idéologies jacobines à tendance totalitaire.

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

La révolte des gilets jaunes a manifesté une crise extrêmement grave de la représentation, et virtuellement de la démocratie représentative elle-même.

Aucun parti ou institution démocratique n'a clairement repris à son compte le mouvement des gilets jaunes ; aucun n'a été capable de lui donner une structure et une vision. Cette expression d'un besoin démocratique massif resta incomprise par les dirigeants, ce qui démontre mieux que tout une faille dans la représentativité, une perte de pertinence et de compréhension de la part de ces institutions.

- ce qui jadis était parti ouvrier ou parti populaire se veut aujourd'hui parti de fonctionnaires et d'une mosaïque de minorités motivées chacune par son besoin de reconnaissance catégorielle.
- ce qui était parti bourgeois ne s'intéresse qu'à l'élite et aux franges qui aspirent à la rejoindre.

Rejeté en dehors des clientèles électorales des partis de gouvernement, le « peuple » (le *démos*) est devenu un groupe délaissé. Il semble donc que la démocratie n'ait paradoxalement plus de peuple, plus de *démos*.

De là un très fort taux d'abstention aux élections, joint à une défiance croissante envers les politiques et aussi les médias, qui ont avec eux un rapport fusionnel.

Les syndicats, tout en montrant quelque sympathie, sont restés pour l'essentiel à l'écart. Les gilets jaunes les trouvent inefficaces ou complaisants.

Politiquement, économiquement, l'autorité d'une classe politique démocratique repose sur la confiance du peuple (du *démos*) en sa capacité à le représenter et à servir ses intérêts.

Culturellement, elle repose aussi et avant tout sur la raison, à laquelle les citoyens obéissent librement, et sur une vision universelle de la justice à laquelle ils adhèrent. Au contraire, la soumission à l'arbitraire individualiste et la pensée libertaire détruisent l'autorité démocratique et lèvent tout obstacle possible à l'arbitraire des plus forts. Là se trouve l'explication de l'abaissement de la démocratie, mais aussi de l'impuissance d'un mouvement qui ne se fonde plus sur la raison, mais sur l'arbitraire de l'opinion.

Ce sentiment de non-représentation est d'abord une crise de confiance. Cette méfiance remonte probablement d'abord au premier principe de l'humanisme des Lumières (voir plus haut). Elle peut s'exagérer en paranoïa, quand tout semble

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

complot sinistre ourdi contre le peuple. Elle conduit à un sentiment de rupture du pacte social entre gouvernants et gouvernés.

*Comment sortir de cette crise de la représentation ?*

En restaurant les conditions d'une représentativité effective. C'est une question de responsabilité. Les gouvernants politiques et les dirigeants économiques doivent se comporter en gérants du bien commun, en protecteurs et serviteurs de la communauté, respectueux de ses principes. Ils doivent en particulier adhérer à une culture humaniste non étriquée, non sectaire.

Cette méfiance populaire doit aussi faire l'objet d'une évaluation équilibrée. On a beau jeu, en rapportant l'expérience du grand débat, de critiquer

- la demande brouillonne de démocratie directe et permanente
- l'irrationalité de l'incompétence,
- le caprice d'énonciation arbitraire sans souci de raison, de vérité et de faits,
- le surgissement terrifiant d'un pouvoir constituant sans limite et permanent, manœuvré par des extrémistes et des démagogues.

Plus profondément, rien ne peut marcher sans la confiance. Si la foi a besoin de raison pour ne pas devenir superstition ou fanatisme, inversement la raison a besoin de la foi pour questionner avec confiance sans devenir « doute ». Si on « doute », on veut une liberté absolue et personne ne peut rester dans son rôle.

Être libres et égaux ne suffit pas. Il faut s'aimer au moins un peu. C'est la condition de toute réconciliation.

L'amitié sociale n'est pas une utopie, c'est le minimum vital et c'est le lien social lui-même. L'égoïsme inhérent à la passion d'autonomie radicale détruit ce lien social et empêche les citoyens de simplement concevoir leur bien commun.

Quel peut être l'avenir ? Les gilets jaunes, même s'ils parviennent à s'installer dans la longue durée, ne parviendront sans doute pas à menacer l'ordre existant, sauf s'ils surmontent leur contradiction principale, qui réside dans leur refus de la politique néolibérale jointe à leur acceptation tacite de la culture néolibérale postmoderne, pourtant base du néolibéralisme.

## **V Conclusion pratique principale : il faut passer de la passion d'autonomie à la *philia***

### *L'amitié sociale (philia)*

La sociabilité facebook, qui symbolisait l'individualisme et qui semblait avoir remplacé la société réelle, offrait paradoxalement aux révoltés un outil pour la reconstitution d'une sociabilité réelle et charnelle. Ce fut la véritable révolution. L'aspect le plus sympathique de la révolte des gilets jaunes, à ses débuts, ce fut la redécouverte collective de l'amitié sociale, ce que les Anciens nommaient la *philia* (l'amitié sociale).

La *philia*, nous conduit au-delà de l'idéologie. En effet, l'idéologie, c'est le projet de l'autonomie radicale, et tout ce qui est exclu par cette autonomie-là, c'est justement le lien réel, l'obligation durable, la détermination par l'histoire commune, la *philia*. Le peuple expérimente une amitié sociale authentique, solidaire, parce que vécue dans le réel et la souffrance, non dans le rêve éveillé d'une jouissance d'égoïste irresponsable et non solidaire.

### *À la *philia*, il faut joindre la famille*

C'est dans la famille que la personne acquiert (normalement) sans douleur :

- le sens du bien commun,
- le sens de l'autorité,
- le sens de la solidarité et bienveillance entre inégaux,
- le sens d'une subsidiarité croissante.

Tout ceci dans un esprit de *philia*. On comprend ainsi que la famille soit fondamentale dans la constitution de l'ordre social, de la solidarité et bienveillance entre inégaux, d'une subsidiarité croissante.

Ne l'idéalisons pas, mais reconnaissons cependant que sans la famille, tout reste dur et bloqué.

Les droits de l'homme, par exemple, ne doivent pas être ceux d'un individu abstrait, égoïste et passionné d'indépendance. Ce sont d'abord ceux des faibles, à commencer par les enfants.

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

L'homme a des droits, comme un enfant a des droits : droit à être protégé, aidé, éduqué, etc.

L'homme a des devoirs, comme il en a envers ses enfants, ses petits frères, etc. Et tout homme est enfant de Dieu. Et la miséricorde nous fait voir en tout homme, à certains égards, un pauvre petit. Qu'est-ce que la conscience de notre dignité et liberté sans l'humilité qui nous en rappelle la source transcendante, sans la douceur de l'enfant qui nous rappelle nos devoirs ? Un orgueil qui toujours finit en violence et en oppression.

C'est pourquoi la justice peut être établie aux divers niveaux de la sociabilité, si l'on part de l'amitié conjugale authentique et de l'amour dans la famille, pour l'étendre aux diverses communautés d'ordre privé, associations ou entreprises, enfin aux communautés politiques de divers ordre, depuis la municipalité jusqu'à la société du genre humain.

C'est à partir de la famille que nous voyons s'engendrer la société, qui doit être composé de familles éducatrices. Le travail est d'abord le moyen de gagner sa vie et celle de sa famille.

Les familles ont besoin de se grouper en sociétés, qui ont besoin d'un organe politique, régulateur et exécutif du droit, dépositaire de la force publique, réglant les inévitables conflits, gardien de ce bien commun qui est d'abord l'amitié elle-même, le bon ordre et la paix.

Si on oublie la famille, l'État devient un monstre froid.

Ces sociétés politiques ont besoin de vivre en paix les unes avec les autres et donc d'une forme d'organisation de leur multiplicité. La paix vient dans chaque société du fait qu'un pouvoir y impose la loi de paix, ou loi de justice, ou loi naturelle. Mais il faut surtout garder le sens de l'unité de la famille humaine.

Une structure mentale dont la clé de voûte est la liberté d'autonomie radicale serait, à mon avis, entièrement inapte à remettre la balle au centre dans un contexte de mondialisation, quelle que fût à cet égard sa bonne volonté.

Je pense qu'on ne se sortira pas de l'impasse présente sans revoir fondamentalement notre idée de la liberté et notre rapport à celui qui a dit : « Je ne vous appelle plus serviteurs, mais mes amis. »

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Pour Ferdinand Foch, le premier principe de la guerre, c'est de « conserver sa liberté d'action ». Dans la pratique, c'est à cela que revient, entre individus, la revendication d'autonomie radicale. C'est pourquoi les idéologies sont incapables de promouvoir la paix entre les peuples, entre les concitoyens et à l'intérieur des consciences. Pour réconcilier dans la responsabilité, il faut passer de l'autonomie radicale à la *philia* et à l'autonomie de *philia*.

Nous avons besoin d'ouvrir un horizon humaniste neuf, utopique mais non irréaliste. Cela suppose réintégrer l'amitié et l'amour dans notre idée de la société. Cela ne peut très probablement se faire sans rendre sa place à la foi dans l'Homme-Dieu qui a été le grand maître de l'amour. L'humanisme nouveau comprendra l'humanisme chrétien, ou ne sera pas.

La doctrine sociale de l'Église commence par l'humanisme intégral et s'achève en civilisation de l'amour.

*Quel bilan et quel avenir pour notre histoire ?*

L'humanisme moderne, c'était : la liberté d'autonomie radicale, plus les idéologies dures, plus la morale rationaliste du devoir. Ses conséquences sont : la crise écologique, la guerre des idéologies, la névrose freudienne.

Le refus de ces conséquences, c'est la base de l'humanisme postmoderne : liberté d'autonomie arbitraire individuelle, plus relativisme, plus absence de devoir.

Un nouvel humanisme fonctionnel doit nécessairement inclure l'humanisme chrétien.

Le sens de l'existence collective, c'est de rebâtir la cathédrale.

Je pense qu'on ne se sortira pas de l'impasse présente sans revoir fondamentalement notre idée de la liberté et notre rapport à celui qui a dit : « Je ne vous appelle plus serviteurs, mais mes amis. »

La DSÉ commence par l'humanisme intégral et s'achève en civilisation de l'amour.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS

1. *« Dans votre diagnostic sur le premier volet de la politique néo-libérale, que vous appelez économique-institutionnel, vous ne faites pas mention de la spécialisation des pays dans le commerce mondial, en particulier de la croissance globalement forte des pays émergents (Chine-Inde-Brésil...). Et pourtant c'est une donnée économique et sociale très structurante : positive pour les émergents, d'un côté négative sur les pays dits développés, confrontés à la menace voire la disparition de certains secteurs d'activité essentiellement industriels, de l'autre positive pour les entreprises d'autres secteurs, exportatrices vers les émergents. Qu'en pensez-vous ? »*

La politique néolibérale est loin de ne comporter que des aspects négatifs, bien qu'elle soit partout très inégalitaire et peu écologique. Elle a probablement évité la victoire du communisme. Elle a fait sortir de nombreux pays du sous-développement. Ce qui manque, c'est l'autorité d'une nouvelle culture humaniste, capable de maîtriser suffisamment la cupidité et de susciter suffisamment la confiance, de façon à définir de nouveaux « centres de justice », hors idéologies méfiantes et unilatérales. Sinon, les nationalismes socialisants s'opposeront toujours fatalement à l'internationalisme libéral. Ce n'est sans doute pas réalisable sans prise en compte de l'esprit du Christ, c'est à dire sans prise en compte de l'humanisme chrétien dans la nouvelle culture.

2. *« Vous constatez la perte du sens du bien commun et une crise de la représentativité. En même temps les associations locales ou les ONG sont très actives voire ont une influence croissante sur les quarante dernières années. Par ailleurs les entreprises grandes ou petites, plus généralement les lieux de travail constituent et restent dans une grande majorité un corps social structurant et nourrissant pour chaque personne, même s'il est « challengeant ». Comment intégrez-vous ces deux réalités dans votre diagnostic ? »*

L'homme est un animal social, qui ne peut vivre sans « participation » à des sociétés au fort potentiel « incorporant ». S'il désinvestit trop certaines communautés (la famille, la nation), il a tendance à en surinvestir d'autres (association, entreprise). Le

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

remplacement postmoderne de la vérité par l'opinion ôte son potentiel à la politique ; la fragilisation de l'engagement diminue celui de la famille ; par un effet de compensation, association et entreprises ont à jouer des rôles supplémentaires, pas forcément toujours dans leur vocation. Les entreprises, en particulier, rendent des services, car leur simple survie n'est pas possible sans un minimum décent de rationalité (rationalité au moins comptable, en ce cas fort limitée, il est vrai). Mais si la rapacité et la mentalité prédatrice à court terme (*greed*) l'emporte, dans la sphère économique, même les entreprises perdent en potentiel intégrateur.

*3. « Vous insistez sur l'amitié sociale, qui est essentielle au lien social et à la recherche du bien commun. Ne pensez-vous pas également qu'il est important de définir et déployer des politiques nationales ou régionales de régulation qui amortissent les impacts du temps court technologique ou de la concurrence mondiale avec le temps long de la personne et du corps social ? »*

Je pense que le problème du monde néolibéral est d'abord culturel, puis institutionnel-juridique.

Sa remise en ordre dépend d'abord d'un niveau supérieur de « pragmatisme civilisé ». Il lui faudrait pour cela sortir de l'idéologie, donc sortir de la méfiance originaire, raisonner hors « doute ». C'est la première condition pour que les divergences d'intérêts ne soient pas irrémédiables, et soient au contraire solubles par négociation de bonne foi et de bonne volonté. Si nous définissons bien une nouvelle liberté humaniste, qui dépasse la liberté d'autonomie radicale, alors, il peut exister un consensus sur la justice (hors cadre idéologique, un tel consensus y étant exclu par définition). Car une telle justice coïncide le plus souvent avec l'intérêt bien compris des tous et des parties.

Encore faut-il que le cadre institutionnel soit approprié et produise une régulation intelligente. Pour que les négociations soient efficaces, elles doivent être menées à chaque fois aux bons niveaux, conformément au principe de subsidiarité. Autrement dit, les règles universelles type OMC, bien que nécessaires à leur niveau, sont insuffisantes, car souvent trop générales et trop impératives pour régler correctement une foule de questions particulières et trop abstraites. Elles créent au contraire une foule d'absurdités locales ou sectorielles. Une volonté de paix authentique, sans ruse ni violence, doit associer à chaque fois les parties prenantes pertinentes des pays

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

concrètement concernés (syndicats, patronats, régions, états, etc.). Cela seul peut permettre de définir des échanges intelligents, sans dogmatisme économique, et qui soient mutuellement profitables, sans rester bloqués, par exemple, dans la contradiction idéologique libre-échange/protectionnisme.

*4. Pourriez-vous revenir sur la distinction des deux volets de la politique néolibérale ? Car j'avais l'habitude de distinguer la droite, plutôt économiquement libérale, et la gauche, plutôt culturellement libertaire. Mais à vous entendre ce n'est pas une description suffisante. J'aimerais plus d'explications. Merci d'avance.*

Jadis, ce qu'on appelait la gauche était pour le collectivisme, démocratique (PS) ou autoritaire (PC), et la droite était pour l'économie de marché. À partir de Mitterrand, qui arrive au pouvoir en même temps que Reagan (1981), la gauche en France renonce au collectivisme (1983). Il n'y a donc plus alors de gauche, au sens collectiviste du mot, mais deux droites, au sens libéral de ce mot. Au reste, gauche et droite sont d'accord pour toucher le moins possible, malgré la pression externe et européenne, au vieux compromis social-démocrate, bien que ce vieux pacte social ne puisse plus à terme fonctionner. La gauche fait semblant de vouloir le conserver et le rabote quand elle est au pouvoir. La droite proclame qu'elle va réformer et se contente de raboter un peu.

La gauche, orpheline de son horizon historique, va essayer de s'en fabriquer un autre, par la surenchère libertaire/égalitaire en matière de mœurs et de relativisme culturel, comme j'ai dit. Il est donc vrai que la gauche a plus besoin des absurdités sociétales que la droite, car elle n'aurait plus aucun contenu sans elles. La droite, qui le comprend bien, joue bien (d'un point de vue purement cynique) en évitant de trop s'opposer à ces absurdités, qui profitent globalement au néolibéralisme (comme on a vu) et la gauche n'a ainsi plus aucune identité. Elle est de trop.

Le peuple, trahi, l'abandonne. Sauf quand il parvient à ressusciter la mémoire des très vieilles guerres civiles (comme vient de le faire le PSOE en déterrant Franco) – mais ce n'est pas toujours facile en France, où Vichy n'a duré que quelques années et où les derniers grands massacres entre concitoyens datent déjà de cent-cinquante ans (1871). Avec notre mémoire médiatique de libellule, c'est quasiment remonter au Déluge.

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Autre solution pour la gauche : revenir à son ancien horizon collectiviste ; c'est-ce que semblent faire certains socio-démocrates allemands ou britanniques.

Nous tendrions ainsi à revenir à une situation analogue à celle qui prévalait avant la réaction néolibérale.

Bien qu'il reste modéré, et ne soit, dans sa masse, guère plus que radical, social-démocrate et national, le peuple se tourne vers des partis dits « populistes », dont les noyaux dirigeants pourraient classiquement être qualifiés de néofascistes ou de néocommunistes.

Dans ces conditions, la politique culturelle libertaire et relativiste est la seule chose qui rattache encore vitalement les peuples « populistes » à l'ordre néolibéral, la seule chose qui confère à ce dernier une légitimité, la seule chose enfin qui prive les peuples de l'énergie morale nécessaire à une opposition cohérente et disciplinée au pouvoir néolibéral. La pratique culturelle libertaire dans le peuple est donc l'élément « bureaucratique » (comme aurait dit Michel Foucault) absolument indispensable à la conservation du pouvoir par les élites néolibérales.

C'est sans doute pourquoi les élites, en cela très lucides, s'acharnent sur l'Église par médias interposés. Car c'est elle qui renferme le principe d'une véritable solution « centriste » de la question sociale à l'échelle mondiale.

Le « dégagisme » français s'est traduit par le renvoi des deux partis de gouvernement, et par l'élection de Macron, qui pourrait aussi être considérée après coup comme une habile récupération de certaines énergies populistes par l'élite néolibérale. Pourtant, la victoire d'un « centrisme » d'intention exprime certainement un détachement des esprits par rapport à la mentalité idéologique. Et ceci est très profond. Mais l'ambiguïté de cette victoire apparaît très vite et Macron, paralysé par une opposition populiste, ne semble plus symboliser aux yeux de beaucoup autre chose que l'ordre néolibéral et le refus du chaos. Tout reste encore mouvant et possible.

Il n'est pas facile d'acquérir une compréhension fine de l'espace politique de ce pays. En effet, la France n'est pas un pays libéral aristocratique, mais plutôt monarchique et jacobin. Le secteur public y est très important, et la place accordée par notre culture aux idées nous expose aux excès de l'idéologie. Mais la France est plongée dans une mondialisation néolibérale en partie contraire à son histoire et à sa culture

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

(en partie car elle fut, avant 1914, libérale et impériale). Quant à la question de l'Europe, elle a toujours divisé les catholiques (les historiens rappelleraient que Richelieu n'a pu entrer dans la "guerre impie" en 1635 contre l'Autriche catholique qu'en établissant une véritable dictature et en coupant la tête au pieux chancelier de Marillac).

*5. Vous avez traité la question des gilets jaunes en faisant abstraction du problème de l'identité, de l'immigration et de l'islam. Peut-on aujourd'hui résoudre une question aussi importante sans faire entrer en ligne de compte ce problème ?*

Ma première remarque est qu'il n'y a pas un unique problème identité-immigration-islam, mais trois problèmes logiquement distincts.

En effet, s'il n'y avait pas d'islam, il y aurait encore immigration et question à son sujet. La preuve, c'est qu'aux États-Unis, il n'y a en effet pas d'islam, mais il y a immigration latino et question à son sujet.

De plus, s'il n'y avait ni islam, ni immigration, il y aurait encore un problème de définition de l'identité : autrement dit, « Quel est le contenu de notre culture commune », celle dont nous nous servons pour prendre nos décisions communes. Et : « Quelle est l'interprétation ou la lecture de notre histoire que nous acceptons de recevoir en commun ? » Et encore, en fonction des précédentes réponses : « Qui est Français ? Et quel peut être le projet français ? »

Le problème de l'identité se poserait donc bien, même s'il y avait en France zéro immigré ou zéro musulman, car l'idéologie postmoderne, tout en se référant au siècle des Lumières, exclut de l'humanisme français et même universel trois humanismes sur quatre.

Il y a donc bien trois problèmes et non pas un.

Sur l'identité, bornons-nous à dire que l'identité française ou européenne ne saurait être réduite à un quart de sa réalité (et à mon avis au moins valable de ces quatre quarts). Le relativisme est devenu un absolutisme. Il ne résout absolument pas le problème de la coexistence multiculturelle pacifique. Seule l'amitié peut y contribuer avec quelque efficacité.

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Sur l'immigration, disons d'abord qu'elle est facile à comprendre, quel que soit l'attachement naturel au pays natal, si l'on se met à la place de gens qui vivent dans des pays où la vie est très difficile. Ensuite, le cadre idéologique dominant est bloquant, car il inhibe trop la liberté de savoir et de décider. Il empêche de trouver des formules juridiques innovantes, ou inspirées de précédents historiques. De plus, ce qui dramatise le problème de l'immigration, c'est encore la culture libertaire, parce qu'elle réduit dramatiquement la fécondité des Occidentaux. Il est très clair que ce problème fondamental est insoluble sans nouvelle synthèse culturelle humaniste, qui permettrait seule des innovations juridiques et économiques, notamment dans le domaine de l'investissement.

Sur l'islam. Les pays musulmans sont très divisés, traversés par deux mouvements contraires, l'un de radicalisation islamiste, l'autre d'occidentalisation massive.

À mon avis, l'islamisation de l'Occident est moindre que l'occidentalisation de l'islam. Où va-t-elle ? La foi monothéiste plus la raison et la liberté, donc devenue humaniste, c'est le christianisme. L'occidentalisation du monde musulman va donc soit vers un islam largement christianisé, soit vers la conversion pure et simple au christianisme, soit vers la transformation de l'islam en philosophie religieuse éclairée, soit encore, par réaction radicale, vers l'athéisme antireligieux, ou encore vers le nihilisme postmoderne. Les formules islamistes traditionalistes sont très probablement vouées à disparaître, et c'est sans doute ce qui y explique leur tendance suicidaire.

On parle de refus d'intégration. Mais à quelle culture ? À celle de l'Occident postmoderne ? Comment s'étonner que beaucoup d'immigrés de religion musulmane répugnent à s'y intégrer, alors qu'elle fait déjà violence à un grand nombre de Français de souche ?

Nous ne pouvons pas entrer ici dans des considérations stratégiques ou de relations internationales, mais il est très probable que l'islamisme ne serait pas vraiment un danger, s'il n'était utile à certains Occidentaux, comme jadis le roi de France se servait des Turcs contre l'Empereur d'Autriche.

Quand je suis allé à l'Université Al-Aram du Caire, j'y ai observé et entendu en propres termes que les musulmans se sentent assiégés par l'Occident. Ont-ils tort de le penser ? Ce sont quand même des armées occidentales, ou des mandataires des

Texte de la conférence d'Henri Hude  
« Réconciliation et responsabilité » du 28/04/2019

Occidentaux, qui ont envahi ou jeté dans le chaos successivement l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, la Syrie, le Yémen, tous pays en majorité musulmans.

Quant à penser que des millions de gens émigrent dans un pays étranger en vue d'y semer un désordre comparable à celui qui les a chassés du leur, c'est une absurdité manifeste.

Ceux qui reviennent des pays du Golfe témoignent que leurs élites, comme les élites françaises avant la Révolution, ne croient plus à grand chose. Nombreuses sont les conversions au christianisme. Que resterait-il même de l'influence des islamistes sur le peuple, s'ils n'étaient pas les seuls à se soucier des pauvres, qui sont une vaste majorité en Arabie Saoudite, abandonnés par leurs coreligionnaires nantis ?

La meilleure façon, dans des âges développés, de détruire deux religions à la fois, l'expérience l'a montré, c'est de les pousser à se faire la guerre l'une à l'autre. Il y a là, entre les deux religions, un intérêt commun à se supporter mutuellement, tant qu'à y être à s'aimer un peu, et à ne pas se laisser manipuler l'une contre l'autre, pour le seul profit des athées.

C'est pourquoi la politique du pape François envers l'islam me paraît sage.

Si nous suivons cette sage ligne de conduite et savons promouvoir un nouvel humanisme, je ne doute pas que nos pays résoudre la question sociale et que leur culture fleurira admirablement dans ce siècle et les suivants.

---